

Etienne FAJON

Mesdames et Messieurs les délégués,  
Chers Amis et Camarades,

Les personnes rassemblées dans cette salle représentent des forces politiques, syndicales, philosophiques et confessionnelles diverses, et elles viennent de pays d'Europe différents par leur régime politique et social, de toute l'Europe. Il est vrai que le sujet qui nous réunit est d'une importance extrême, puisqu'il s'agit de la solidarité avec le peuple chilien.

Au nom des 21 organisations qui constituent le collectif français "Solidarité Chili", je souhaite la bienvenue à tous les délégués et je leur exprime à tous notre amitié et notre estime profondes.

Le 19 juin dernier, les responsables au plus haut niveau des sept organisations politiques et syndicales qui forment le bureau de notre collectif national tenaient une importante conférence de presse.

Les dirigeants du Mouvement des Radicaux de Gauche, du Parti Communiste Français, du Parti Socialiste, du Parti Socialiste Unifié, de la Confédération Française Démocratique du Travail, de la Confédération Générale des Travailleurs et de la Fédération de l'Education Nationale y évoquaient la mort héroïque du Président Salvador Allende et la

disparition tragique de milliers de travailleurs et démocrates qui, comme lui, avaient souhaité pour leur pays et pour leur peuple la justice, la démocratie et la liberté. Ils mettaient en relief la situation dramatique des milliers de leurs frères d'espérance qui sont aujourd'hui emprisonnés, déportés, torturés.

Seule la puissance que donne l'union peut mettre un terme à cette répression impitoyable, à l'arbitraire et à la terreur qui sévissent actuellement au Chili. C'est parce que notre collectif national "Solidarité Chili" en est profondément convaincu que les représentants de son bureau ont lancé, au cours même de leur conférence de presse, un pressant appel à toutes les forces de progrès, de justice et de liberté en Europe - par-delà leurs différences d'opinions et de croyances - en vue de réunir à Paris la présente conférence pan-européenne de solidarité avec le peuple chilien.

Le délai que nous nous sommes fixés entre cet appel et notre rencontre est, sans doute, très bref. Mais nous avons pensé que l'urgence du problème en cause nous imposait d'agir sans attendre.

Le Chili est devenu une immense prison où des vies sans nombre sont menacées. Le nom glorieux de Salvador Allende, ceux de José Toha et du Général Bachelet, celui de Pablo Néruda, dont la fin fut précipitée à coup sûr par la tragédie de sa patrie, ces noms ne sont que les plus



prestigieux d'une liste terriblement longue. Et la junte ne tient pas ce martyrologue pour achevé : la main sanglante du bourreau reste tendue à cette heure vers Luis Corvalan, Clodomiro Almeyda, Luis Felipe Ramirez, Fernando Flores et Carlos Moralès, vers plusieurs dizaines d'autres dirigeants ou anciens ministres de l'Unité Populaire, vers des personnalités du mouvement ouvrier ou de l'université. Le pire est à redouter des simulacres de procès dont l'instruction est menée en secret, et sans que la moindre garantie de défense soit accordée à des accusés dont le seul crime est d'avoir soutenu le régime légal de leur pays.

Cependant, pour reprendre les termes d'une déclaration commune publiée récemment par la Commission "Justice et Paix" et la Commission Sociale et Internationale de la Fédération protestante "Le Chili, c'est loin d'être fini".

La solidarité internationale peut contribuer efficacement à sauver de la mort ou de la prison de nombreux patriotes chiliens. Elle a déjà sauvé Gladys Marin et Orlando Millas dont je salue la présence parmi nous, Hernan del Canto et d'autres qui avaient trouvé refuge dans les Ambassades où restent encore, d'ailleurs, des Chiliens que les usurpateurs prétendent retenir en otage et qu'il importe de leur arracher.

Depuis la dramatique journée du 11 septembre 1973, au fur et à mesure que les informations, si incomplètes qu'elles soient, nous parvenaient du Chili lointain, les

démocrates, tous les hommes et les femmes de coeur ont déployé dans le monde entier un effort de solidarité d'une ampleur rarement égalée. Dans chacun de nos pays d'Europe, les forces politiques, syndicales, philosophiques ou confessionnelles représentées se sont engagées à fond, conformément à leur spécificité et en recourant aux moyens d'action propres à chacune d'elles, pour dénoncer le coup d'Etat et la répression, pour aider sous de multiples formes nos frères chiliens en bute aux exactions du fascisme.

C'est notamment le cas, bien sûr, du Parti Communiste Français.

Mais il faut faire plus, beaucoup plus.

Nous pensons, d'une part, que l'affirmation commune par toutes les forces que nous représentons, de fermes exigences à l'égard de la junte, aurait un retentissement certain. Et, d'autre part, que notre conférence pourrait utilement appeler d'autres forces encore à s'associer à notre démarche.

Mesdames et Messieurs les délégués,

Chers Amis et Camarades,

Notre Conférence pourrait s'assigner trois objectifs. D'abord, alerter l'opinion européenne, plus vigoureusement encore que naguère sur la situation au Chili et sur les graves périls qui sont affrontés par les travailleurs manuels et



intellectuels, par tout un peuple, y compris nombre d'hommes et de femmes qui avaient combattu avant le coup d'Etat le gouvernement de l'Unité Populaire.

Ensuite, exiger ensemble, par exemple au moyen d'un appel solennel, la cessation de "l'état de guerre interne" - cette monstruosité ijuridique inventée par la junte pour couvrir ses crimes -, exiger ensemble la libération des détenus politiques et la fermeture des camps, l'annulation des verdicts et des procédures montés de toutes pièces contre les démocrates chiliens, et, plus généralement, le respect des libertés ouvrières et démocratiques élémentaires.

Enfin, dégager, dans toute la mesure du possible, quelques formes de l'action que nous pourrions mener à bien, soit ensemble, soit parallèlement et dans les conditions propres à chacune de nos forces et à chacun de nos pays, afin d'intensifier encore davantage notre solidarité avec le peuple chilien.

Mesdames et Messieurs les délégués,

Chers Amis et Camarades,

Les organisations françaises qui ont lancé l'appel à la présente conférence, représentant un très large éventail d'opinions politiques, de convictions philosophiques et de croyances religieuses, il a été considéré que les choses seraient facilitées si la Présidence était assurée successivement par chacune des sept organisations constituant le bureau du collectif français.

C'est pourquoi, après avoir souhaité un plein succès aux travaux de la Conférence, je cède maintenant la Présidence à Henri Caillavet, Vice-Président du Mouvement des Radicaux de Gauche.